



AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE

SERVICE DE PRESSE et D'INFORMATION

www.botschaft-frankreich.de

Revue de la presse allemande semaine du 9 au 17 avril 2009

POLITIQUE INTERIEURE

L'Allemagne interdit le maïs génétiquement modifié

La décision de la ministre fédérale de l'Agriculture, Mme Ilse Aigner (CSU), de recourir pour une durée indéterminée à la clause de sauvegarde contre la culture et la commercialisation du maïs génétiquement modifié MON810 a été commentée par l'ensemble de la presse. Tout en saluant cette décision sur le fond, la plupart des quotidiens estiment que la ministre allemande s'est montrée peu convaincante dans la présentation des arguments « scientifiques » (elle a indiqué avoir pris sa décision dans l'intérêt de l'environnement). Les considérations électorales à la veille des élections européennes ont clairement prévalu, estime la presse.

La *FAZ* juge la décision « surprenante de la part d'une ministre précédemment en charge des questions de recherche » dans le gouvernement bavarois et estime que la peur de la CSU face aux agriculteurs bavarois anti-OGM l'a emporté. De même, pour le *FTD*, l'argumentation de la ministre laisse penser que « les tactiques électorales ont pesé plus lourd dans cette prise de décision qu'une stratégie politique sur le long terme ». Pour le *Tagesspiegel*, cette décision à motivation purement politique présente l'avantage de ne comporter aucun risque.

Sur le fond, nombreux sont les quotidiens qui font valoir leurs réticences à l'égard du maïs génétiquement modifié. C'est le cas notamment de la *Frankfurter Rundschau* pour qui la décision « bonne et courageuse » de Mme Aigner mérite le « respect ». « La ministre et son entourage savent depuis longtemps que le maïs transgénique entraîne des problèmes environnementaux », souligne le quotidien proche des Verts. La *FAZ* souligne que l'Allemagne rejoint ainsi la France et d'autres pays européens qui ont choisi, non sans raison, de bannir cette semence OGM. Pour la *Süddeutsche Zeitung*, l'absence de preuves patentées de la non dangerosité du maïs génétiquement modifié justifie la décision de Mme Aigner qui a agi de façon « responsable ». Déçue, *Die Welt* déplore que les craintes aient triomphé du progrès scientifique.

Propositions du SPD en matière de politique fiscale

L'ensemble de la presse commente les propositions du SPD en matière fiscale. Les instances dirigeantes ont fait savoir que le SPD entendait faire campagne en prônant des allègements fiscaux pour les faibles revenus compensés par une augmentation de la pression fiscale sur les hauts revenus. Le projet d'introduction d'une taxe sur les profits boursiers a également été évoqué. A l'exception de la *Süddeutsche Zeitung* pour qui « toute mesure visant à soulager les faibles revenus et à imposer davantage les riches fait sens », les journaux critiquent vivement la stratégie des sociaux-démocrates résumée ainsi par *Die Welt* : « prendre en haut pour donner en bas, coûte que coûte ». Les critiques se concentrent avant tout sur l'idée d'une prime de 300 euros qui serait versée aux personnes n'ayant d'autre ressource que leur seul revenu. Les quotidiens dénoncent une manœuvre populiste, le tabloïd *Bild* s'insurgeant contre un « cadeau éhonté » qui s'apparente à une « duperie » uniquement destinée à pousser des électeurs naïfs à voter SPD.

POLITIQUE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

Lutte contre la piraterie maritime

La presse s'est fait l'écho de la libération des occupants du voilier français « Tanit » capturés par des pirates au large de la Somalie et de l'interception par la frégate française Nivôse, opérant dans le cadre de l'opération européenne Atalante, de 11 pirates présumés au large du Kenya.

Partagés sur la manière d'aborder le problème de la piraterie maritime, les quotidiens estiment que « le mal doit être traité à la racine », c'est-à-dire en Somalie où la pauvreté pousse les plus démunis à la délinquance. La *FAZ* accueille plutôt favorablement la signature d'un accord entre l'Union européenne et le Kenya permettant de traduire devant les tribunaux kenyans des pirates somaliens sévissant dans le golfe d'Aden. Mais, s'il s'agit d'une « solution à bien des égards plus commode que des procès en Europe », la démarche ne permet cependant pas d'éradiquer le problème, souligne le journal.

Election du parlement européen

Plusieurs quotidiens se penchent sur le dernier sondage Eurobaromètre selon lequel seuls 16% des citoyens européens sont informés de la tenue des élections au parlement européen, le 7 juin prochain. Les journaux indiquent qu'en Allemagne, 43% des sondés ont déclaré qu'ils iront « probablement » voter (contre une moyenne européenne de 34%). La presse rappelle qu'en 2004, la participation au scrutin avait été de 43%./.